

RAPPORT D'ACTIVITÉ



2015



Le bilan pour l'année 2015 de l'agence est riche d'actions de mutualisation portant simplification, modernisation de la gestion des établissements et mise en cohérence des systèmes d'information de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les actions réalisées s'inscrivent dans la politique de développement des partenariats, menée pour rendre plus efficace la mise en œuvre des politiques publiques, qui s'est traduite par la signature :

+ en janvier 2015, de conventions de partenariat entre le CNRS et l'Amue (agissant pour le compte de ses adhérents : universités, organismes de recherche). Elles portent sur Geslab (gestion financière des laboratoires) et Dialog (préparation du dialogue budgétaire). Ces outils partenariaux permettent de faire avancer de manière significative les chantiers relatifs à la simplification de la gestion des laboratoires de recherche par leurs responsables, en assurant notamment l'interopérabilité des différentes briques applicatives de gestion financière (interface Sifac – Geslab), ainsi que le partage d'une vision budgétaire stratégique en matière de recherche. La démarche portée par l'agence vise également à l'élargissement de la couverture fonctionnelle du Système d'information recherche pour mieux connaître, analyser ces activités et disposer d'outils d'aide à la décision. Caplab constituera un élément structurant de cet environnement. Ces travaux s'appuient sur ceux conduits dans la mise en place du cadre de cohérence recherche, des référentiels partagés (RNSR, REFP) ainsi que du déploiement du standard européen CERIF (cf colloque Amue/Eurocris, mai 2015).

+ d'un accord-cadre avec l'ESENER (juin 2015) : la formation des agents des établissements de l'ESR constitue un enjeu majeur notamment pour l'appropriation par chacun d'entre eux des problématiques liées aux réformes en cours et à la transformation numérique (dématérialisation, modification de l'organisation de travail, intervention plus grande des usagers dans les processus métier). Le partenariat avec l'ESENER s'appuie sur la construction, sur l'initiative du MENESR, de la CPU et de la CDEFI, et la déclinaison de parcours de formation pour les DGS, DAF, DRH et les directeurs

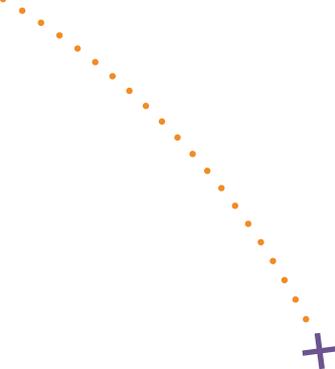
de patrimoine d'établissements. En 2016, les DSI ainsi que les directeurs des achats seront également concernés.

+ d'un accord-cadre avec l'association Cocktail (juillet 2015) : pour ce partenariat entre structures de mutualisation, ce sont les synergies entre les principaux acteurs de construction des SI de l'ESR qui sont recherchées : mise en cohérence du SI de l'ESR par la co-construction, les adhérents de chacune des structures devant participer activement à ce processus, d'une solution logicielle commune à 110 établissements dans le domaine cœur de métier des établissements qui est celui de la formation/scolarité/vie de l'étudiant. Les questions de l'interopérabilité et du SI recherche figurent également au nombre des thématiques reprises dans cet accord-cadre.

L'interopérabilité et la maîtrise des données constituent un domaine privilégié d'action de l'agence. Ainsi, la solution Sinaps entend répondre à un triple besoin, la structuration de l'information à travers des référentiels de données, l'urbanisation du SI et une diffusion en quasi temps réel des données dans le SI opérationnel (RH, finances, scolarité), avec pour finalité la mise en œuvre d'un pilotage d'établissement de haute qualité. Sinaps permettra de rendre un meilleur service aux usagers en fluidifiant la coopération entre les services, en prenant mieux en compte les transformations des organisations (fusions, comues). Plus largement, ils pourront profiter des opportunités numériques à l'exemple de la mobilité.

Rapportées aux domaines, les actions suivantes peuvent être plus particulièrement mises en exergue :

- La mise en place de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) a mobilisé de nombreuses ressources tant à l'Amue que dans les établissements. Ainsi, la GBCP a constitué un volet très important de l'activité de l'agence dans ses trois dimensions : Système d'information, formations, accompagnement. La solution Sifac GBCP a été déployée dans les temps dans les 18 établissements



de la vague 1. De nombreuses actions de formations, notamment des référents pour chaque établissement, ont été réalisées et complétées par des actions d'accompagnement (web-conférences, séminaires).

- Le déploiement de Siham Pms (pilotage de la masse salariale) dans 17 établissements dans un mode unique, nouveauté pour l'agence, le mode Saas (software as a service).

- Pour Apogée, le périmètre de l'outil a évolué avec la création et la mise à disposition, en pilote, d'un nouveau service numérique de simulation des charges d'enseignement. Qui plus est, la mise à disposition de nouveaux modèles de diplômes permettant la prise en compte des ComUE, la gestion des compétences sur le supplément au diplôme, la prise en compte des validations d'acquis et de l'année de césure dans les traitements SISE constituent des évolutions importantes (d'un point de vue réglementaire et pour le développement de l'interopérabilité).

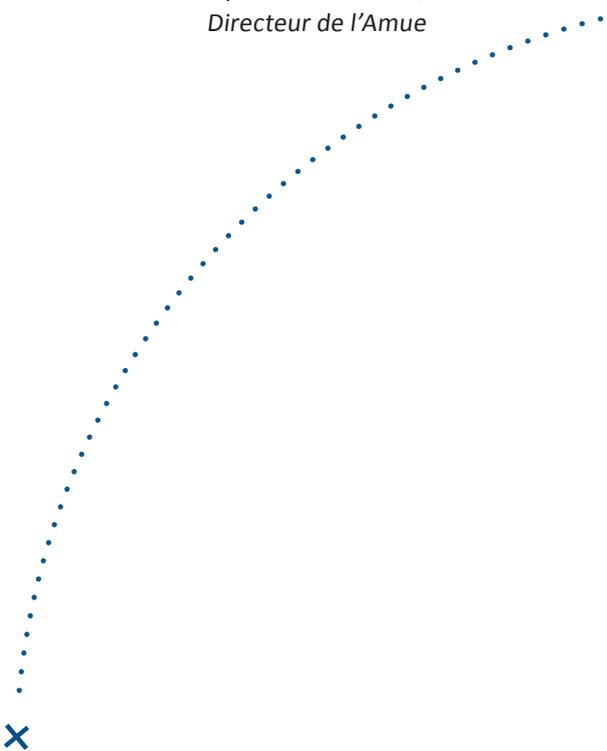
En 2015, l'agence s'est dotée d'un comité agence technologie et innovation (CATI) qui vise à fixer ses orientations technologiques ainsi qu'à définir son positionnement en matière d'usage du numérique. Pour répondre à ces objectifs, la composition de ce comité est représentative de l'ensemble des acteurs du numérique de la communauté ESR et de l'Etat, le consortium ESUP-Portail, l'ABES, l'association des DSI, le CSIESR, la direction du numérique éducatif du MENESR ainsi que la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat (DINSIC) figurant parmi les membres de ce comité. Quatre sujets prioritaires ont été retenus à ce stade: 1) plate-forme de services, identité et profils _2) dématérialisation, coffre-fort électronique _3) production des acteurs de l'ESR en matière de SI _4) Co-construction et technologies de développement.

Dernière année d'exécution du contrat 2011-2015, de nombreux échanges ont eu lieu en 2015 avec le MENESR et les adhérents de l'agence pour établir un premier bilan de ce contrat et préciser les actions stratégiques à mener sur la période 2016-2020. Elles s'inscriront notamment dans le cadre des travaux

du conseil national du numérique, chargé par le MENESR de décliner pour le numérique la stratégie nationale pour l'enseignement supérieur, et de l'IGAENR portant sur la simplification du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et de leurs laboratoires. L'agence sera un des acteurs de la transformation numérique de l'ESR.

Enfin, l'arrivée en 2015 de onze nouveaux adhérents constitue une source de satisfaction pour l'ensemble de notre communauté.

Stéphane ATHANASE,
Directeur de l'Amue



X

Table des matières

1 + Développer, Fiabiliser, Anticiper l'offre SI

- 1.1 | *Domaine Recherche*
- 1.2 | *Domaine Ressources Humaines*
- 1.3 | *Domaine Santé Sécurité*
- 1.4 | *Domaine Pilotage*
- 1.5 | *Domaine Finances*
- 1.6 | *Domaine Formation - Vie de l'étudiant*
- 1.7 | *Domaines transverses*
- 1.8 | *Les Club U !*

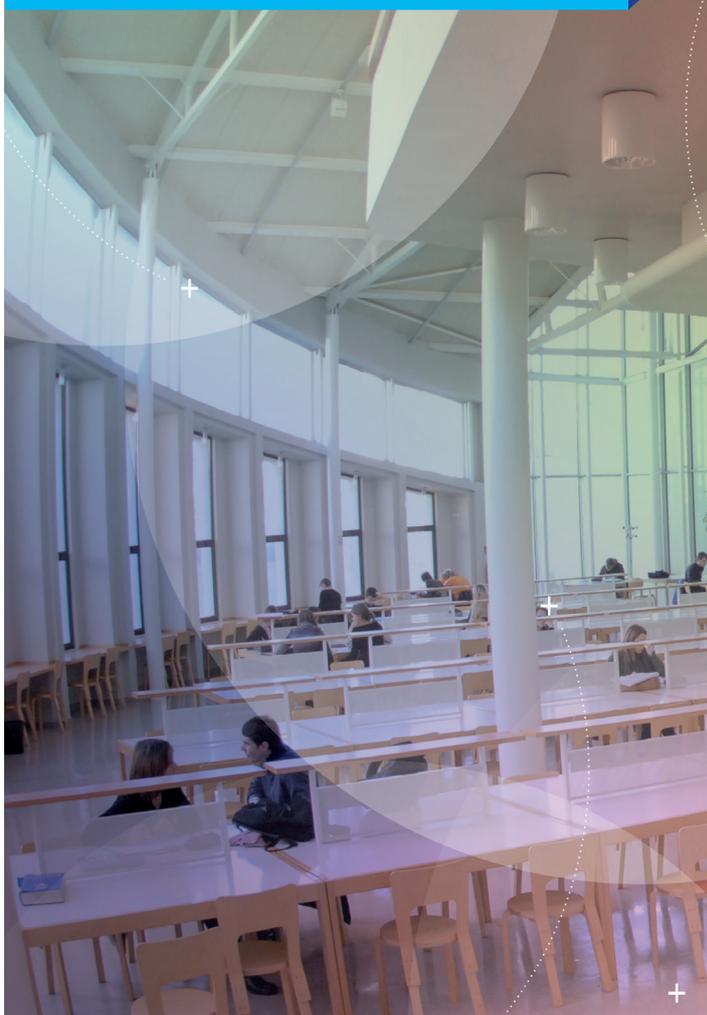
2 + Coopérer, Conventionner, pour Mutualiser toujours

3 + Exporter, Enrichir, Partager nos compétences

- 3.1 | *Nos partenaires*
- 3.2 | *Zoom sur nos participations à leurs évènements*

4 + Etudier, Comparer, Acheter via la Centrale d'Achats

5 + Professionnaliser, Diversifier, Ouvrir à tous la Formation



7 + Nos adhérents

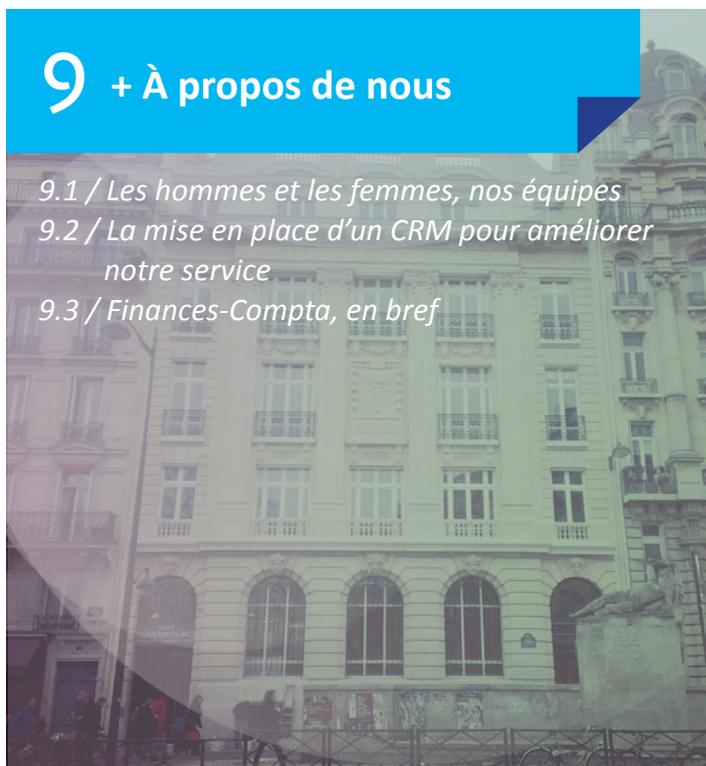


8 + Structurer, Piloter, Décider en CA + AG



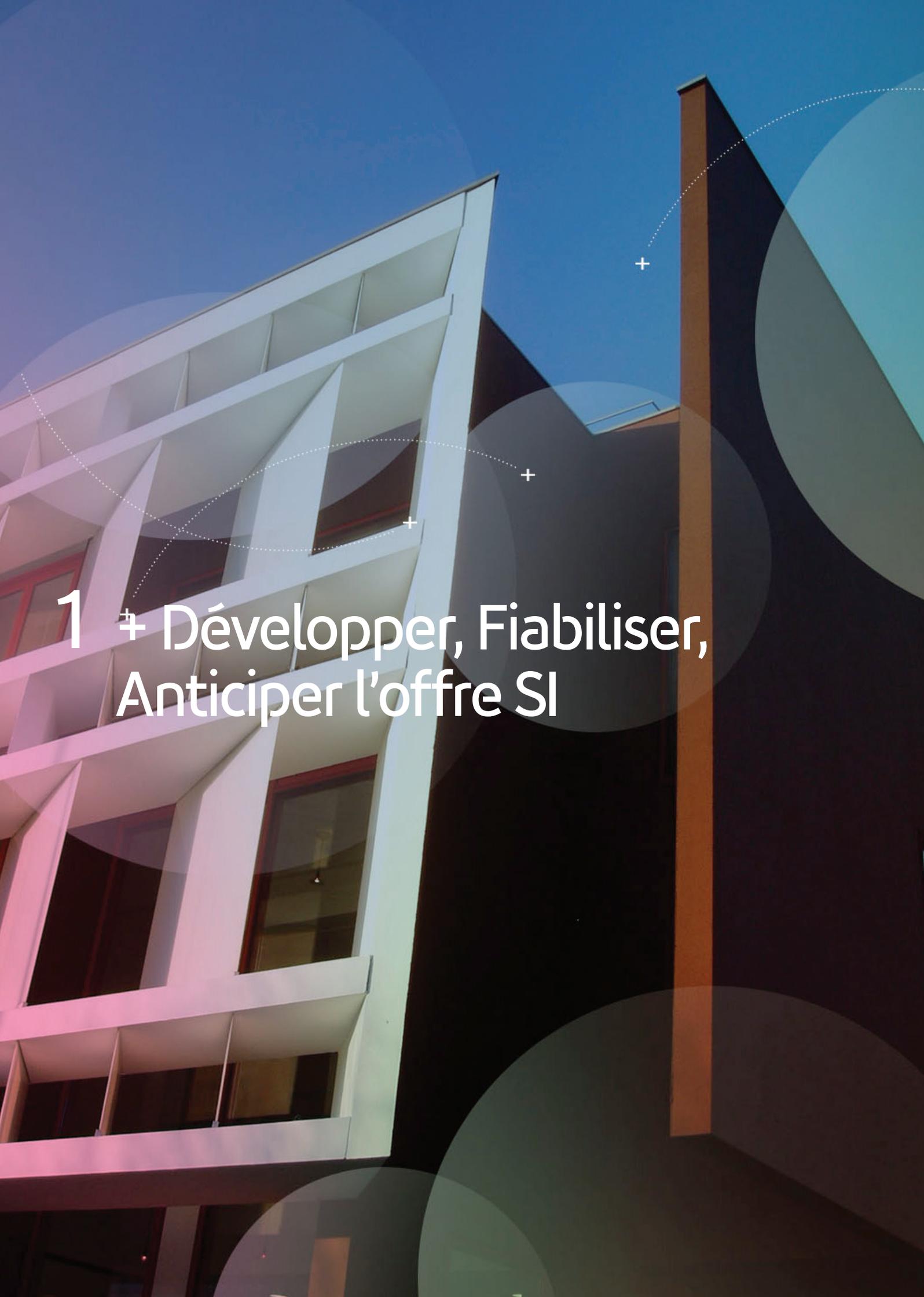
9 + À propos de nous

- 9.1 / Les hommes et les femmes, nos équipes
- 9.2 / La mise en place d'un CRM pour améliorer notre service
- 9.3 / Finances-Compta, en bref



6 + Actualiser, Veiller, Diffuser, par l'Accompagnement





1 + Développer, Fiabiliser,
Anticiper l'offre SI

1.1 Domaine Recherche



**MARS
2015**

Lancement de la solution

**OCTOBRE
2015**

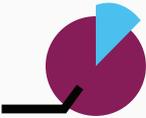
Automatisation
intégration avec SI RH

**FIN
2015**

Évolutifs divers
(contrôle base légale,
Ws absences)

À VENIR

La valorisation financière
des temps, les connecteurs
SINAPS et SIHAM

80% 

de l'objectif atteint sur 2015
(12 établissements sur 15 attendus)

8 

autres conventions signées,
dont des nouveaux adhérents Amue
(Centrale Nantes, Sciences Po)

4 

sites pilotes : Université de Rouen,
Université Paris Sud,
Université de Lorraine, Inserm

Un intérêt qui se
confirme de la part
des établissements :

65 étaient représentés
à la conférence de lancement
en mars 2015 et **40** participaient
à la web conférence
de présentation de l'outil
en décembre 2015.



- **Montage du premier comité projet prévu par la convention, qui s'est réuni fin janvier 2016, et dont les membres sont :** l'université Pierre et Marie Curie, l'université de Strasbourg, l'université Lorraine, l'université Lille 1, l'Institut des Sciences Biologiques (INSB), l'Institut Ecologie et Environnement (INEE), l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions (INS2I) et des UMR, le Laboratoire Lorrain de recherche en informatique et ses applications (LORIA), l'Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS), et l'Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (IEES).
- **Évolutions réalisées en 2015 :** l'ouverture de l'application DIALOG pour la saisie des demandes possibles toute l'année en dehors des demandes CNRS disponible à partir de février 2016.

- **Constitution du comité projet prévu par convention dont les membres sont :** l'université de Montpellier, l'université de Strasbourg, l'université de Lorraine, la délégation CNRS Centre-Est et des UMR, l'Institut de Chimie de Strasbourg, Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (SAGE), le Laboratoire d'Informatique, de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM), le Laboratoire Lorrain de recherche en informatique et ses applications (LORIA) et le Laboratoire de Biologie et de modélisation de la Cellule (LBMC).

Il s'est réuni 2 fois, en juillet 2015 et septembre 2015.

- **Évolutions réalisées en 2015 :**
 - Réécriture en mode Web du module de gestion des commandes, en anticipant les besoins structurants pour l'interface avec SIFAC.
 - Évolutions liées à la mise en œuvre de la GBCP.
 - Démarrage des ateliers de conception métiers, fonctionnels et techniques pour l'interfaçage GESLAB / SIFAC

- Finalisation des travaux d'urbanisation avec le CNRS

Gestion des contrats :

- Démarrage fin 2015 d'une étude des besoins sur la gestion des contrats en établissement.

Cadre de cohérence :

- Participation au comité de suivi du projet Cadre de Cohérence Recherche.
- Participation aux ateliers et travaux de relecture de la V0 et de la V1 du Cadre de cohérence Recherche.

NOUVEAUTÉS :

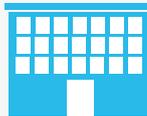
- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.

1.2 Domaine Ressources Humaines

SIHAM

- La nouvelle Université de Montpellier, créée au 1^{er} janvier 2015, bascule complètement sur Siham (l'université Montpellier 1 était pilote depuis 2011 et l'université Montpellier 2 a rejoint le projet Siham en 2015)
- L'Université Toulouse 3 est pilote sur la pré-liquidation.
- Fin 2015, une communauté de 11 établissements.

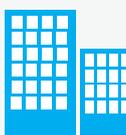
Une nouvelle offre de services : Siham en mode hébergé.

3 

**établissements supplémentaires
signent une convention
Siham en 2015**

SIHAM PMS

- Une solution en mode services.
- Homologation RGS 2.0 (référentiel général de sécurité)

17 

**établissements en production
fin 2015**

HARPÈGE

- Diffusion de 7 versions comportant les évolutions de nomenclature.
- Actualisation de la totalité des manuels utilisateurs à partir des évolutions effectuées depuis 2008.
- Intégration des évolutions réglementaires lors des diffusions de version.
- Mise en œuvre d'un outil de fiabilisation des données RH dans HARPÈGE.
- Requêtes spécifiques de fiabilisation des données pour SIHAM et SINAPS.
- Interfaçage par webservices avec l'outil SINCHRO.
- Prise en compte de la GBCP au niveau du déversement de la paye.
- Décision d'arrêter la maintenance HARPÈGE en 2020.

78 

**établissements exploitent
HARPÈGE**

POEMS

Fin de la maintenance en juin 2015

NOUVEAUTÉS :

- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.

1.3 Domaine Santé Sécurité



- Au total, une communauté de 20 établissements utilisant EvRP
- Nouvel espace dédié sur le site www.amue.fr

NOUVEAUTÉS :

- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.



**nouveaux établissements
engagés en 2015**

1.4 Domaine Pilotage



11 pilotes travaillent sur la construction de la V1 avec pour objectif une vérification du service régulier (VSR) à partir d'octobre 2016 accompagnée d'une mise en production jusqu'au début de l'année 2017. Il s'agit de l'université de Lorraine, de l'université de Paris 1, de l'université de Toulouse 3, de l'université de Toulouse 2, de l'université de Lyon 1, de l'université de Montpellier 3, de l'université de Saint-Etienne, de l'université de Toulon, de l'IRSTEA, de l'INP Toulouse et de l'école de chimie Paris Tech.

Les travaux 2015 ont permis de :

- Construire la V0 de SINAPS.
- Cadrer les chantiers : du référentiel des structures, du référentiel des personnes, du référentiel des nomenclatures et du socle.
- Lancer la réalisation du chantier du référentiel des structures lot 1, des personnes lot 1, des nomenclatures et du socle lot 1.
- Élaborer la trajectoire SINAPS de plusieurs pilotes.
- Former les établissements pilotes sur les outils EBX / iWay.
- Acquérir les licences logicielles des outils EBX / iWay pour les pilotes.
- Fiabiliser le périmètre budgétaire de SINAPS V1.
- Initier la politique d'élargissement de SINAPS post V1, notamment la généralisation du bus de service SINAPS (pour Chorus Portail Pro et Geslab).

Nouveautés :

- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.

1.5 Domaine Finances



L'essentiel de l'activité 2015 a consisté à construire et qualifier les évolutions permettant le passage à la GBCP et à accompagner les établissements.

Le lot 1, qui permet l'élaboration budgétaire en mode GBCP, a été mis à disposition des 18 établissements de la vague 1 fin août comme prévu.

Le lot 2, relatif à l'exécution budgétaire en mode GBCP, a fait l'objet d'une phase de validation conséquente, en interne d'abord puis avec la participation de plusieurs établissements. L'objectif de le livrer dès les premiers jours de janvier 2016 a été tenu.

La bascule à la GBCP a fait l'objet d'une préparation particulière, cette étape étant un élément clé au passage à la GBCP.

37 

**web conférences
d'accompagnement
ont été dispensées**

1 

**LOT 1 mis à disposition
fin août comme prévu**

2 

**LOT 2 livré en janvier 2016
comme prévu**

 **GBCP**

**KIT LABO GBCP en cours
de préparation**



- 3ème vague de déploiement constituée de 9 établissements

NOUVEAUTÉS :

- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.

28 

**conventions signées depuis
le lancement**

1.6 Domaine Formation – Vie de l'étudiant



En 2015, l'activité d'APOGEE a principalement concerné les axes réglementaire et l'interopérabilité avec, pour le volet réglementaire :

- La mise à disposition de nouveaux modèles de diplômes permettant la prise en compte des ComUE.
- La gestion des compétences sur le supplément au diplôme ;
- La prise en compte des validations d'acquis et de l'année de césure dans les traitements SISE.

Deuxième axe d'évolution prioritaire, l'amélioration de l'interopérabilité s'est traduite par :

- La généralisation de l'interface Aglae et l'amélioration de la lisibilité des retours transmis.
- L'enrichissement des données des mouvements vers l'ABES notamment suite à une modification des données individuelles, et l'ajout de la date de fin de confidentialité.
- La participation aux travaux de conception des flux d'échanges entre Apogée et Sinaps sur les volets Nomenclature, Structure et Personnes.

Enfin, le périmètre de l'outil évolue avec la création et la mise à disposition d'un nouveau service numérique de simulation des charges d'enseignement, actuellement en pilote, et dont le périmètre complet sera achevé en 2016.

Deux migrations techniques (java JDK et BO SP5), ont également permis d'assurer la cohérence technique d'Apogée.



L'activité autour de ROF a concerné principalement des améliorations de performances au niveau de l'affichage de l'offre de formation et le déploiement de l'outil dans 3 nouveaux établissements (Strasbourg, Corte, Rennes 1).

Le remplacement de l'offre existante (Apogée et ROF) dans le cadre du projet SICLES a progressé au travers de travaux de cadrage (budget, organisation) sur la base d'un partenariat avec l'Association Cocktail et sa solution de scolarité SVE.

NOUVEAUTÉS :

- À chaque logiciel son plan produit qui s'ouvre dans une fenêtre pop'up et mis à jour en temps réel.
- Pour chaque logiciel un dossier CNIL décrit le régime juridique applicable et les formalités déclaratives.

1.7 Domaines transverses

Architecture d'entreprise : l'outil MEGA en action

Au niveau de l'Amue, l'offre SI a été cartographiée et partagée avec les établissements ayant MEGA. Cette offre sera publiée début 2016 sur une plateforme dédiée.

Les travaux sur les nouveaux composants comme SICLES, CAPLAB et SINAPS sont en cours de publication sur cette plateforme.

De même un plan d'urbanisme commun d'un opérateur cible de l'ESR a été construit avec les établissements. Il est publié et partagé dans l'outil Hopex et permet de partager les couvertures applicatives de chacun en y *mappant* les applications.

A l'automne 2015 les établissements se sont regroupés dans un club Urba ESR, disposant d'une liste de partage et d'un site collaboratif avec un wiki. Ce groupe participe à des réunions d'échanges sur les sujets de l'urbanisation comme le plan d'urbanisme type d'un opérateur de l'ESR. Fin 2015, il a été élargi aux établissements ne disposant pas de l'outil Hopex, mais souhaitant travailler de manière collaborative sur l'urbanisation des SI. Trois établissements ont ainsi rejoint le groupe.

En parallèle, les établissements ont souhaité élargir leurs travaux à l'architecture métier et principalement la modélisation des processus. Pour cela il leur a été proposé de participer au MOOC CARTOPRO diffusé sur FUN et dont l'un des auteurs Eric Disson fait partie du groupe et utilise Hopex de MEGA.

Veille et orientations technos : le CATI

Le Comité Agence des Technologies et Innovations (CATI) vise à fixer les orientations technologiques que doivent suivre l'Amue et la communauté ESR et à définir le positionnement de l'Amue en matière d'usage du numérique. Il complète les dispositifs et comités existants (Codornum, Copil SI ESR, CA et AG de l'Amue).

Composé d'adhérents de l'Amue (établissements, EPST : Université de Lorraine, UPEC, Inria), de partenaires (Abes, Renater, Esup, Cocktail), d'associations professionnelles (A-Dsi, Csiesr), du MENESR (DGESIP, Dne) et de la Dinsic, la 1^{ère} réunion s'est tenue début décembre 2015.

Le comité, après avoir examiné un large spectre de sujets variés (Saas, veille technologique, sécurité, mobilité, urbanisation, dématérialisation, identité numérique, cible applicative...) a retenu 4 sujets prioritaires :

- Plate-forme de services, incluant les sujets de l'identité et des profils.
- Dématérialisation et coffre-fort électronique.
- Acteurs de l'ESR et leurs productions en matière de SI.
- Co-construction et technologies de développement.

Quatre groupes de travail ont donc été créés, animés par des membres du CATI, pour instruire ces sujets et les soumettre au prochain comité pour arbitrage.

L'accompagnement des fusions

Sur le volet SI, l'Agence a accompagné, en 2015, à des degrés divers :

- La fusion des universités Grenobloises,
- La fusion de l'IFMA et de l'école de chimie de Clermont Ferrand,
- La fusion des Comue UEB et Comue UNAM.

L'accompagnement au déploiement : la création de correspondants Accompagnement.

Le Département Construction des Systèmes d'information a créé le réseau des correspondants en accompagnement (CoA). Constitué de cinq personnes réparties dans les différentes équipes projets du département, ce réseau permet d'échanger et de mutualiser les dispositifs d'accompagnement des établissements qui déploient un nouveau logiciel ou une nouvelle brique d'un logiciel déjà déployé.

En 2015, l'Amue a accompagné le déploiement :

- **Domaine Finance**

 **SIFAC**^{GBCP} : **18** établissements

 **SIFAC**^{DÉMAT} : **8** établissements

- **Domaine Ressources Humaines**

 **SIHAM** : **5** établissements

 **SIHAM**^{PMS} : **17** établissements

- **Domaine Recherche**

 **SINCHRO** : **12** établissements

- **Domaine Formation et Vie de l'Etudiant**

 **ROF** : **3** établissements

 **apogée** :

- **1** implantation dans un nouvel établissement
- **2** accompagnements à la fusion

- **Domaine Transverse**

 **SINAPS** : **11** établissements pilotes

1.8 Les Club U !

Club U Apogée / ROF : 20 ans !



Club U Sifac



140 

participants, les 10 et 11 décembre 2015
à l'université de Bourgogne

320 

participants, venant de 67 établissements
les 17 et 18 juin 2015 à Montpellier





2 + Coopérer, Conventionner,⁺
pour Mutualiser toujours

+

+

OZ'ONE

OZ'ONE

Amue + Cocktail

- Accord-cadre de coopération signé le 1er juillet 2015 qui a pour ambition de poser les bases d'un partenariat équilibré et respectueux des spécificités de chacune des parties et de l'inscrire dans la durée. Il donnera de la lisibilité et de la cohérence aux initiatives et projets partenariaux qui s'inscriront dans ce cadre. Les thématiques retenues portent sur la formation/scolarité/vie de l'étudiant, l'interopérabilité et la recherche.



1^{er} juillet 2015
accord cadre de coopération

Amue + ESENER

- Le MENESR, la CPU et la CDEFI pilotent des parcours de professionnalisation destinés aux différents cadres administratifs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Sont associés à la construction et au déploiement de ces parcours, l'IGAENR, l'association des DGS, l'Amue et l'ESENER.
- L'Amue et l'ESENER ont signé un partenariat le 17 juin 2015 pour mettre en commun leurs forces et proposer des parcours de formation destinés aux DGS, aux directeurs du patrimoine, aux directeurs des affaires financières et aux directeurs des ressources humaines.
- Pour co-construire les modules de formation, l'ESENER et l'Amue mutualisent leur expertise, constituent un réseau d'experts et d'intervenants et organisent des journées d'études, conférences, etc. Elles partagent également la plateforme de formation, la présentation de l'offre de formation, les documentations...



17 juin 2015
signature d'un partenariat

Amue + CNRS

- Convention concernant Geslab et Dialog : Signature du partenariat Amue, CPU et CNRS en janvier 2015 pour la mise en œuvre des outils de gestion financière et budgétaire des unités de recherche.



janvier 2015
signature d'un partenariat

Extranet / Plateformes Sharepoint

- Des espaces extranet permettent depuis septembre 2015 aux équipes projets, métiers, formation de l'Amue ou adhérents, de partager les informations, et travailler ensemble. La création de ces plateformes rencontre un succès véritable.



3 + Exporter, Enrichir, Partager
nos compétences

3.1 Nos partenaires

- + Conférence des présidents d'universités (CPU)
- + Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MENESR)
- + Association des agents comptables d'université (AACU)
- + Association Bernard Gregory (ABG Intélliagence)
- + Association Cocktail
- + Association des directeurs de la documentation et des bibliothèques (ADBU)
- + Association des directeurs généraux des services des établissements publics d'enseignement supérieur (ADGS)
- + Association des directeurs et cadres du patrimoine immobilier de l'enseignement supérieur français (ARTIES)
- + Association des directeurs de systèmes d'information (A-DSI)
- + Association des IRE
- + Association nationale des services Tice et audiovisuel de l'enseignement supérieur (ANSTIA)
- + Association des professionnels d'accompagnement du handicap dans l'enseignement supérieur (APACHES)
- + Association des vice-présidents de conseil d'administration des universités françaises (ANVPCA)
- + Association des vice-présidents d'université en charge des ressources humaines
- + Association des responsables de communication de l'enseignement supérieur (ARCES)
- + Association des responsables de communication des universités (COMOSUP)
- + Caisse des dépôts
- + Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CROUS)
- + Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- + Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)
- + Cercle des directeurs de l'insertion professionnelle et des relations entreprises des universités de l'Île de France (CEDIPRE)
- + Collectif pour l'intégration du développement durable et de la RSE dans l'enseignement supérieur (CIRSES)
- + Comité des services informatiques de l'enseignement supérieur et de la recherche (CSIESR)
- + Conférence des directeurs de service universitaire de formation continue (CDSUFC)
- + Conférence des directeurs d'UFR LLASHS (CDUL)
- + Conférences des directeurs d'UFR scientifiques (CDUS)
- + Conférence nationale des étudiants vice-présidents d'université (CEVPU)
- + Conférence universitaire des responsables en réseau de l'orientation et de l'insertion des étudiants (COURROIE)
- + École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESENESR)
- + ESUP Portail
- + EURAXESS France
- + Fédération nationale du conseil en action sociale pour l'enseignement supérieur et la recherche (FNCAS)
- + Groupement d'intérêt scientifique GRAAL
- + Groupement national pour la prévention des risques professionnels dans l'enseignement supérieur (GP'Sup)
- + Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR)
- + Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN)
- + Observatoire des sciences et des techniques (OST)
- + Promosciences
- + Réseau des affaires juridiques de l'enseignement supérieur (JURISUP)
- + Réseau d'aide au pilotage de l'enseignement supérieur (RAPESUP)
- + Réseau des auditeurs internes de l'ESR
- + Réseau des correspondants Europe
- + Réseau des observatoires de l'enseignement supérieur (RESOSUP)
- + Réseau qualité enseignement supérieur et recherche (RELIER)
- + Réseau des responsables de formation continue des personnels des établissements d'enseignement supérieur (PARFAIRE)
- + Réseau des responsables vie étudiante des établissements publics d'enseignement supérieur (R2VE)
- + Réseau des services universitaires de pédagogie (SUP)
- + Réseau des vice-présidents de conseil scientifique
- + Réseau des vice-présidents formation et vie universitaire (VP CFVU)
- + Réseau des vice-présidents recherche et valorisation
- + Réseau des vice-présidents relations internationales

3.2 Zoom sur nos participations à leurs évènements



CSIESR - Association Loi 1901



A-DSI Agency Direction System Information



Européan University Information Systems



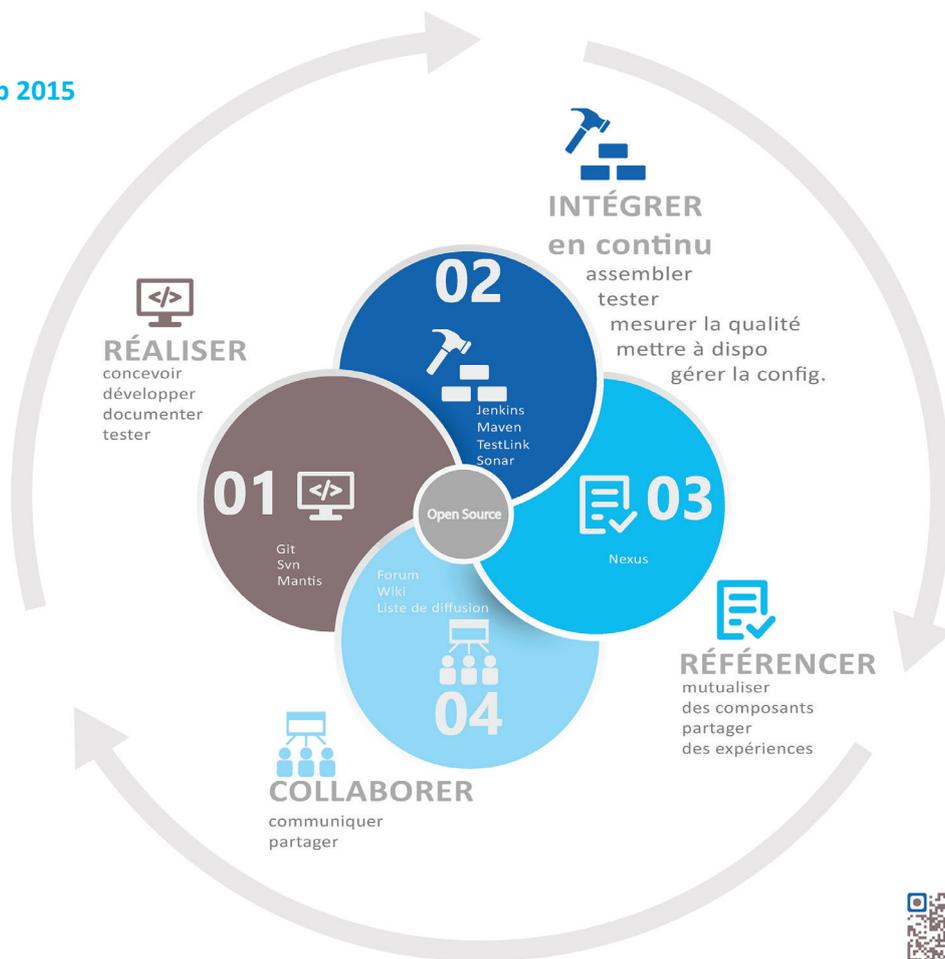
Euro CRIS Current Research Information Systems



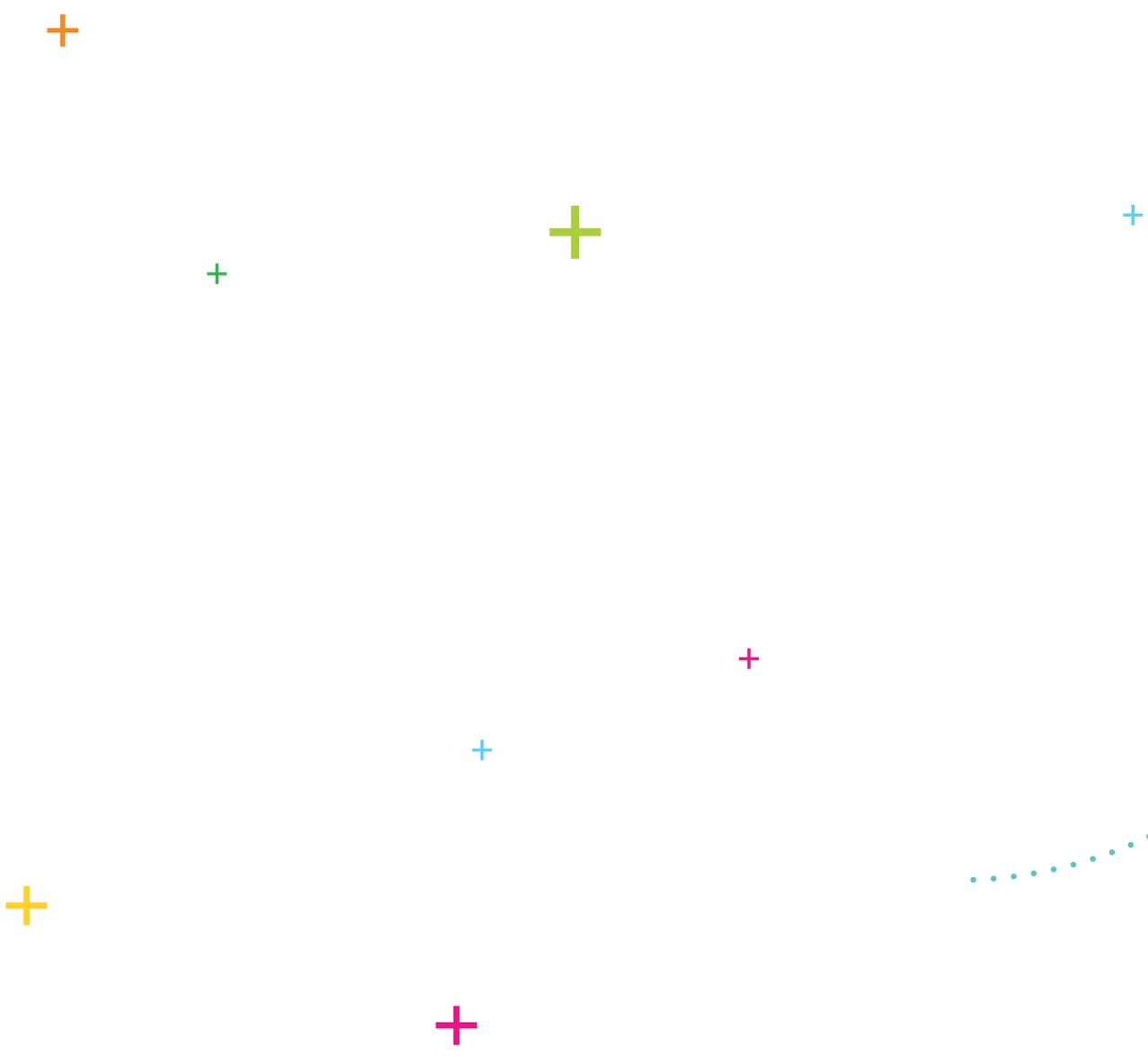
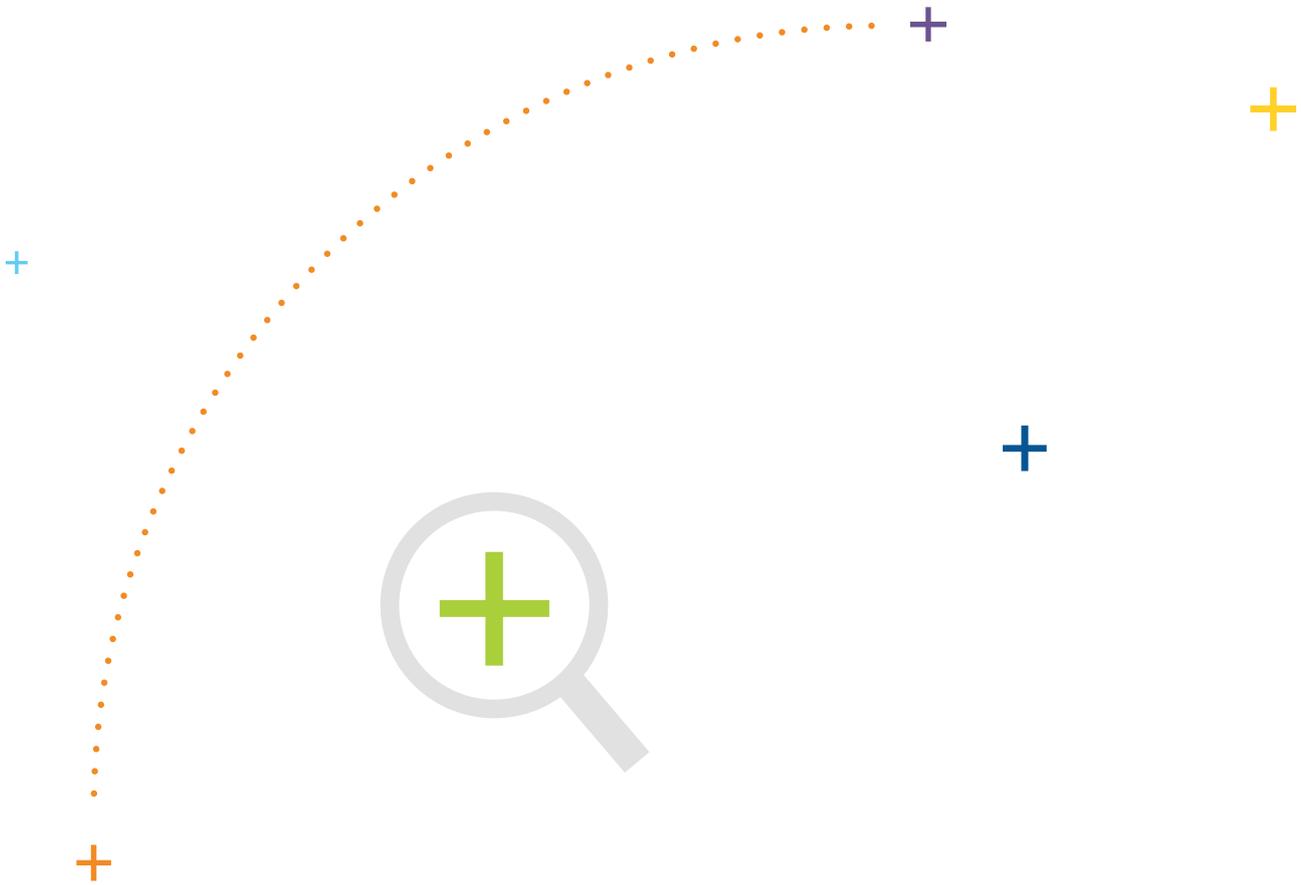
LA FORGE DE DÉVELOPPEMENT COLLABORATIF DE RENATER POUR LA STRATÉGIE DE CO-CONSTRUCTION DE L'AMUE.

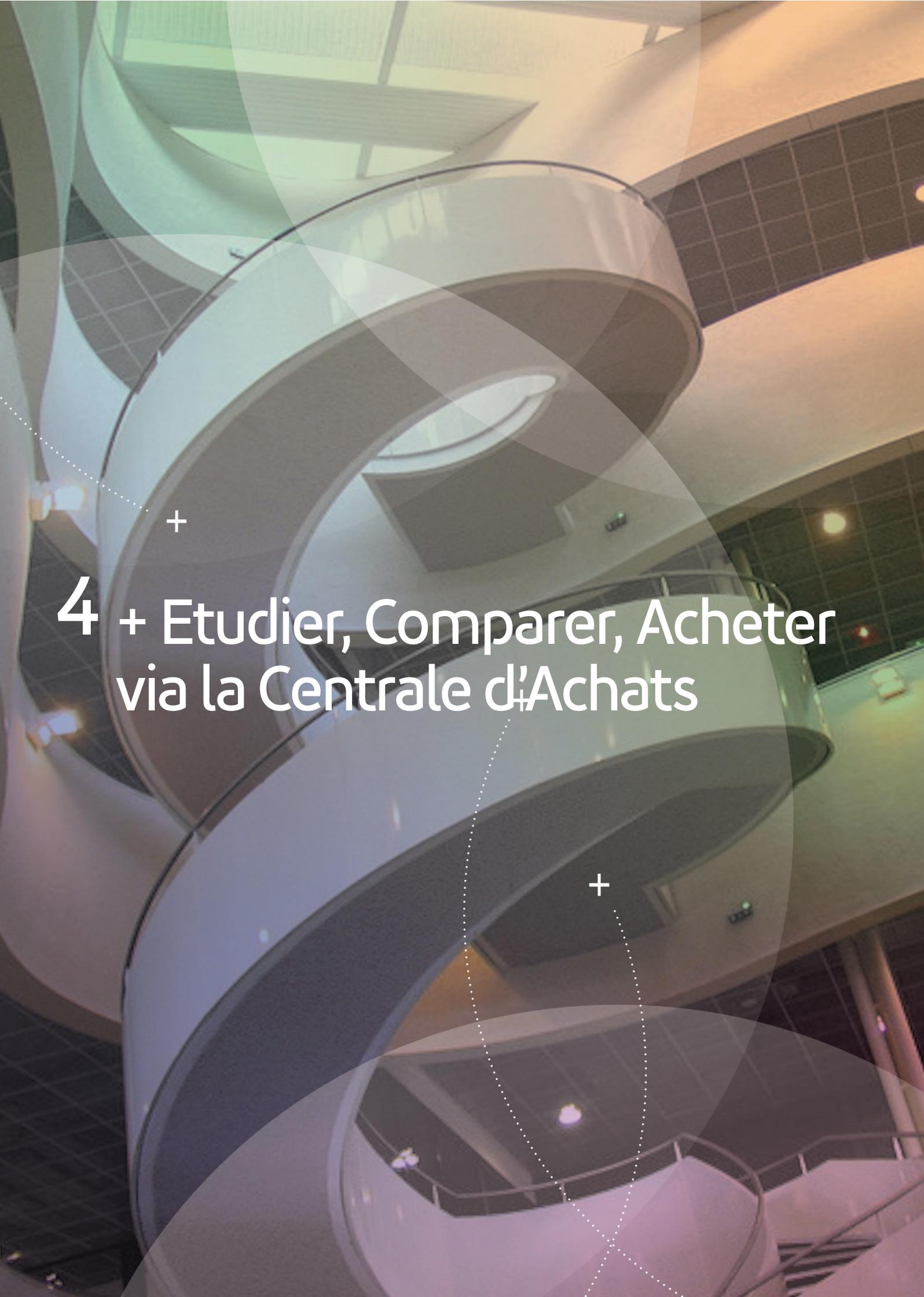
UNE PLATE-FORME MUTUALISÉE, GRATUITE ET PERFORMANTE POUR OUTILLER EFFICACEMENT VOS DÉVELOPPEMENTS COLLABORATIFS ET AGILES.

SourceSup 2015



en savoir + sur SourceSup





+

4 + Etudier, Comparer, Acheter via la Centrale d'Achats

+

Renouvellement de l'Accord Cadre SAP BI



- Mise en place de l'Accord Cadre Certification des comptes, de l'Accord Cadre Architecture d'entreprise et de l'Accord Cadre Campus Wide.

Accord Cadre SI Patrimonial



Cet accord-cadre a été notifié en octobre 2015 et permet d'acquérir un outil de gestion patrimonial. L'année 2015 a été consacrée à l'achèvement du dossier d'expression des besoins avec le groupe de travail des établissements, suivi du lancement de la consultation, de l'analyse des offres puis de l'attribution aux 5 titulaires. L'accord-cadre a été présenté lors d'une conférence de lancement en octobre 2015.

Multi-attributaires, l'accord-cadre SI Patrimoine vise à permettre aux établissements de construire un dispositif de connaissance et de suivi de leur parc immobilier. Il a pour objet :

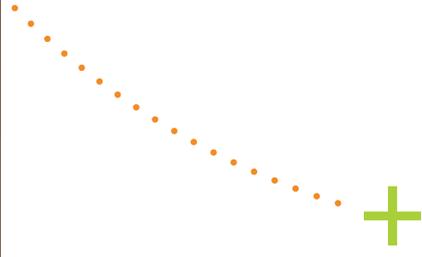
- l'acquisition d'un outil de gestion du patrimoine immobilier.
- des prestations de formation, sur les sujets techniques, d'utilisation ou d'expertise.
- des prestations d'assistance au déploiement.

Groupement de commandes pour l'achat de gaz et d'électricité

L'Amue a, au cours du premier trimestre 2015, relayé l'offre du SAE concernant l'achat de l'électricité et du gaz, auprès de ses adhérents. En effet, afin de bénéficier des meilleurs tarifs dans un contexte de libéralisation, il était vivement conseillé de rejoindre un groupement d'achats permettant de proposer un volume de consommation plus attractif pour les fournisseurs d'électricité. L'Amue a été plus loin encore en offrant à ses adhérents l'accompagnement de la société Ad3e Conseil pour recenser les besoins de chaque établissement et identifier les données du site.

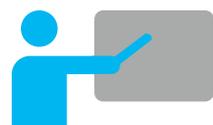


5 + Professionnaliser, Diversifier,
Ouvrir à tous la Formation



1968

stagiaires issus de 90% des établissements adhérents



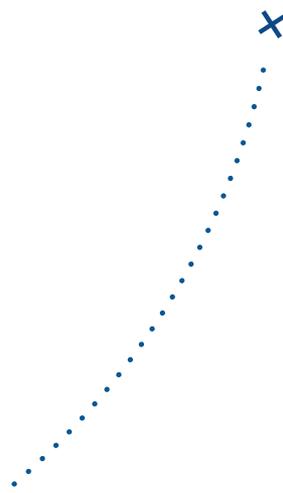
180

formateurs issus de 38%
des établissements adhérents



239

sessions de formation pour
554 jours dispensés



Réunion de formateurs RH

L'année 2015 a été riche pour le réseau des formateurs RH en échanges, nouveaux recrutements... Deux rencontres du réseau des formateurs se sont déroulées en juin et novembre 2015 avec pour objectifs d'accueillir les nouveaux formateurs, de fédérer le réseau autour des bonnes pratiques, de dresser un bilan 2015 pour préparer et enrichir l'année 2016 avec une offre renouvelée. Un espace collaboratif et un forum d'échanges ont également été mis en place pour mutualiser les activités et favoriser les échanges.

Focus sur l'offre E-learning :

Le développement de l'offre des formations en modalité E-learning s'est appuyé sur la diffusion de 3 projets :

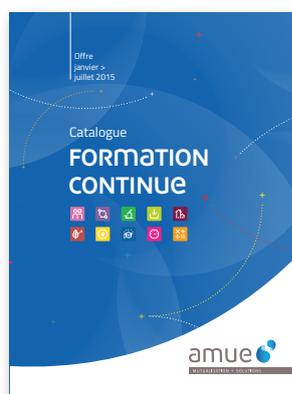
- **Se préparer à la GBCP** : module d'auto-formation lancé en novembre 2014, qui a connu son pic d'activité en avril 2015 avec environ 1200 connexions dans le mois. 70% de cette population n'avait jamais suivi de module E-learning et le niveau de satisfaction est de 72%
- **Stratégie et pilotage de la fonction formation dans un établissement d'enseignement supérieur** : formation hybride à laquelle ont participé 15 personnes entre janvier et mars 2015 pour un niveau de satisfaction de 64%.
- **Prévention des risques professionnels** : 4 modules d'autoformation ont été diffusés en juin 2015, et suivis par 48 personnes.

 **1200**
connexions dans le mois

 **64%**
de taux de satisfaction

 **4**
modules d'autoformation

Catalogue de formations



Le périmètre de l'offre de formations 2015 représente 164 thématiques dont 35 nouvelles.

Offre GBCP :

Création d'un parcours de formation structuré autour des métiers, de la conduite du changement, de la gestion de projet et du logiciel Sifac :

- 18 sessions de formations « L'évolution des processus métier financiers et comptables en mode GBCP » déroulées entre janvier et mai 2015 en région.
- 4 sessions gratuites de formations « Ateliers d'échanges GBCP: impacts organisationnels » en février et mars.
- 7 sessions de type Gestion de projet-Conduite du changement.
- 36 sessions de formation Sifac pour la vague 1.



18
sessions de formations



4

sessions gratuites de formations

7

sessions de type Gestion de
projet-Conduite du changement



36

sessions de formation
Sifac vague 1

Espace dédié sur le site www.amue.fr :

Depuis septembre 2015, un accès direct vers le portail de la formation de l'Amue est offert aux adhérents. Ce dernier continuera à s'enrichir.

Formations in situ, en établissement :

33 sessions de formation intra-établissement ont été organisées au sein des locaux des établissements, parfois en mode mutualisé entre établissements d'une même région. Dans le cadre de l'accompagnement de la réforme GBCP, la vingtaine de sessions «L'évolution des processus métier financiers et comptables en mode GBCP» se sont principalement déroulées en région pour mutualiser au plus près des établissements.

Evaluations par les formateurs :

Depuis septembre 2015, les formateurs ont la possibilité d'évaluer la session de formation qu'ils animent. Ils peuvent ainsi faire part de leurs remarques vis-à-vis du groupe, du binôme, du contenu... et proposer des améliorations.

A photograph of a modern building's courtyard. The building has a dark facade with large windows and a balcony with a glass railing. In the foreground, there is a paved path made of light-colored bricks, bordered by a metal strip. To the right of the path is a large, dense green bush. In the center of the courtyard, there is a sculpture made of several tall, white, rectangular blocks of varying heights, some with irregular, jagged tops. The overall scene is well-lit, suggesting daytime.

6 + Actualiser, Veiller, Diffuser,
par l'Accompagnement



A mi-chemin entre formation et accompagnement, elle a pour ambition de former des cadres, acteurs pivot de la démarche, à la GPEEC par le biais notamment des outils, démarches et objectifs propres à l'établissement. Pour cela, l'Amue se rend sur site pour formaliser la démarche et les objectifs en s'appropriant les éléments à restituer le plus fidèlement possible.

Les Fiches Zoom



Afin de remplacer progressivement l'ancien « Guide RCE » (et de tenir compte des apports de la Loi ESR de 2013), l'Amue a décidé de proposer à ses adhérents des fiches « Zoom » destinées à présenter des sujets d'actualité (service facturier, GBCP, les stages, etc.) ou à faire le point sur des problématiques de fond (la stratégie européenne HRS4R, le recrutement des contractuels, le contrôle interne, etc.).

L'accompagnement lié à la GBCP a pris une place particulière en 2015. Un binôme composé de deux agents, experts en finances et en conduite du changement, ont rencontré les équipes projets GBCP des établissements de la vague 1 (passage à la GBCP le 1er janvier 2016) afin de les accompagner dans la préparation de la bascule.

Par ailleurs, les ateliers « impacts organisationnels de la GBCP » ont remporté un grand succès tout au long de l'année. Enfin, un groupe de travail s'est réuni à plusieurs reprises afin de créer un kit GBCP destiné aux laboratoires de recherche (qui figurent parmi les opérateurs principaux à qui la réforme propose un véritable assouplissement des règles) : celui-ci sera proposé en 2016.

Listes d'échanges

Quatre listes d'échanges ont été créées au sein du domaine RH :

- Trois listes (contractuels, BIATSS, Enseignants chercheurs) sont très vivantes (un message en moyenne par jour et par liste) et ont connu un succès rapide (300 inscrits par liste). Elles sont utilisées principalement pour questionner des sujets spécifiques et précis du réglementaire applicable.
- Enfin, la liste PMS créée en fin d'année 2015 compte déjà 95 inscrits.

Deux listes ont été créées pour l'outil Sinaps :

- Sinaps-Sites et Sinaps-Sitestech

Une liste a été créée pour l'accompagnement Sifac GBCP :

- Sifac_VagueGBCP_2016



Conférences



RESSOURCES HUMAINES

- **Le sujet du RIFSEEP** a été l'occasion d'échanger de manière assez régulière avec la DGRH afin d'obtenir les informations quant aux calendriers applicables et aux cartographies métiers. Un groupe de travail s'est alors constitué pour permettre à Siham de s'adapter aux contraintes issues de ces nouveaux textes. Enfin, une conférence a été organisée fin novembre et a remporté un grand succès. Elle a été filmée pour permettre à tous d'avoir accès au contenu (éléments réglementaires présentés par la DGRH, mise en place au sein des établissements de ce nouveau régime indemnitaire). Des ateliers ont été menés par sous-groupes afin d'interroger les méthodes de négociation avec les organisations syndicales, la notion d'expérience professionnelle instituée par le texte mais également la méthodologie de cartographie des métiers.
- La **première conférence annuelle des conseillers de prévention**, organisée dans un contexte de fusions (ce type de regroupement est générateur de risques psychosociaux), s'est tenue le 10 novembre 2015. L'opportunité de faire une présentation de l'outil EvRP a été saisie. Par ailleurs, l'IGAENR et la DGRH sont venus présenter les actualités réglementaires en matière de santé & sécurité.
- La **première rencontre des coordonnateurs de paie** s'est tenue le 25 juin 2015. Dans le prolongement de la liste d'échanges éponyme, elle a connu un succès de grande ampleur. Les thèmes abordés concernaient une première approche du RIFSEEP, la nouvelle codification statutaire des agents contractuels, l'arrêt du précompte MGEN et, enfin, une présentation du travail conduit sur la pré-liquidation dans Siham.

Mais également dans de nombreux autres domaines :



FORMATION VIE DE L'ÉTUDIANT : « L'entrepreneuriat étudiant : une culture en développement » (sur le thème de l'insertion professionnelle des étudiants)



PILOTAGE : Les SI dans l'ESR permettent-ils de répondre à tous les besoins de pilotage ?



PATRIMOINE : Conférence de lancement de SI-PAT ; Conférence du 1er juillet « Le pilotage et ses outils : des indispensables pour optimiser le patrimoine immobilier ».



RECHERCHE : Conférence organisée par la CPU, le MENESR et l'Amue sur la stratégie européenne du chercheur HRS4R.

Ateliers : cadre de cohérence Recherche, Comues, accompagnement des regroupements

REGROUPEMENTS

Trois ateliers, définis dans le cadre de la feuille de route du Comité d'Orientation stratégique « regroupements », ont été organisés autour des thématiques de la scolarité et vie de l'étudiant, de la recherche et du pilotage. Ils ont été l'occasion d'exprimer les besoins sur les SI et d'échanger sur les pratiques au sein de différentes Comues. Ils ont également mis en exergue les sujets de qualité et de cohérence de données (en vision intra établissement) avec la problématique d'adresser la question du pilotage de niveau Comue.

Les besoins identifiés dans le domaine du SI FVE, ont été pris en compte dans le plan produit Apogée/Rof pour les points urgents, et intégrés dans le périmètre cible fonctionnel du projet Sicles.



FORMATION, VIE DE L'ÉTUDIANT

Un « atelier de cartographie du processus de candidature » a été mis en place afin de tenir compte des impacts des textes « Silence vaut accord / refus » dans les modalités de réponses et de prises en compte des candidatures en établissements.

CADRE DE COHÉRENCE

L'Amue a participé activement aux ateliers organisés par le MENESR afin de mettre à jour le cadre de cohérence pour la « gestion de la scolarité et de la vie étudiante dans l'enseignement supérieur » et de créer le cadre de cohérence « recherche ». Structurant en matière de systèmes d'information, le cadre de cohérence a vocation à organiser les processus et échanges de données (flux, nomenclatures, référentiels), dans le domaine de la recherche, entre les organismes, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, le MENESR, ainsi que les autres structures publiques telles que l'ANR et le HCERES. Il établit le socle d'éléments de système d'information partagés ainsi que les bases des échanges entre les SI des différentes organisations, indépendamment des contextes organisationnels propres à chaque acteur. Son application a pour ambition de faciliter les échanges directs entre SI et rendre plus aisés le rapprochement et l'agrégation de données à des fins statistiques, de comparaison, de pilotage et de gouvernance.



PATRIMOINE et PILOTAGE

- L'Amue a apporté sa contribution dans plusieurs groupes de travail du MENESR-DGESIP, notamment sur la refonte de l'enquête immobilière, réalisée en lien avec France-Domaine sur l'évolution de leur outil d'enquête SPSI. Deux outils communs MENESR-France-Domaine sont en cours de développement : le « Référentiel technique (RT) », outil de collecte des informations patrimoniales (propriété, localisation, surfaces, occupation) et un « Outil d'aide à la décision (OAD) » permettant un premier niveau de pilotage immobilier ; ils seront mis en service auprès des établissements à partir de mi-2016.



PATRIMOINE

- Une action partenariale d'accompagnement des économistes de flux a été initiée à travers le lancement d'un cycle de journées d'échanges thématiques ; 2 rencontres se sont tenues en 2015. Cette action est pilotée par le MENESR, la CPU, L'Amue, et la Caisse des dépôts, en lien avec les associations professionnelles Artiès et CIRSES. Elle a pour objet d'accompagner la structuration de ce nouveau métier, dans le cadre des politiques de maîtrise des dépenses énergétiques et des rejets de gaz à effet de serre de l'immobilier universitaire.



Web Conférences

HRS4R (MENESR, CPU, AMUE), THÉMATIQUES DES REGROUPEMENTS, SILENCE VAUT ACCORD, ACCOMPAGNEMENT GBCP...

ZOOM SUR

- Le mercredi 4 février, s'est tenue la **web conférence « Silence vaut accord / refus »** avec Emmanuel ROUX, président de l'université de Nîmes et de la Commission juridique de la CPU, Béatrice DELY et François BRISSY du département de la réglementation de la DGESIP. Elle entendait évoquer les implications et impacts au sein des établissements de l'entrée en vigueur de la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 pour les établissements publics à partir du 12 novembre 2014 (article 22-III). L'intervention d'Eric Disson, Maître de Conférences en Informatique, Chargé de mission « Audit Interne et amélioration des processus » à l'université Lyon 3 a, quant à elle, permis de faire le point sur les modalités d'intégration de la loi dans les processus d'un établissement.
- Le 31 mars, la **web conférence « Obtenez le label HRS4R en s'appuyant sur la politique RH de votre établissement »** a été organisée avec l'aide de la CPU et du MENESR. L'intervention d'Isabelle Halleux, experte-évaluatrice HRS4R pour la commission européenne, ainsi que les retours d'expérience des universités de Poitiers et de Montpellier ont été particulièrement utiles en présentant des exemples concrets de plans d'actions.
- En octobre, **L'EUA** (European University Association) a présenté les résultats de son étude sur les fusions et regroupements universitaires en Europe en détaillant 5 axes (typologie ; motivations et attentes ; analyse coûts-bénéfices ; rôle des pouvoirs publics ; gestion du processus : gouvernance, planning et communication).

SUR LE WEB



pages vues

997 289



Lettres actu distribuées

44



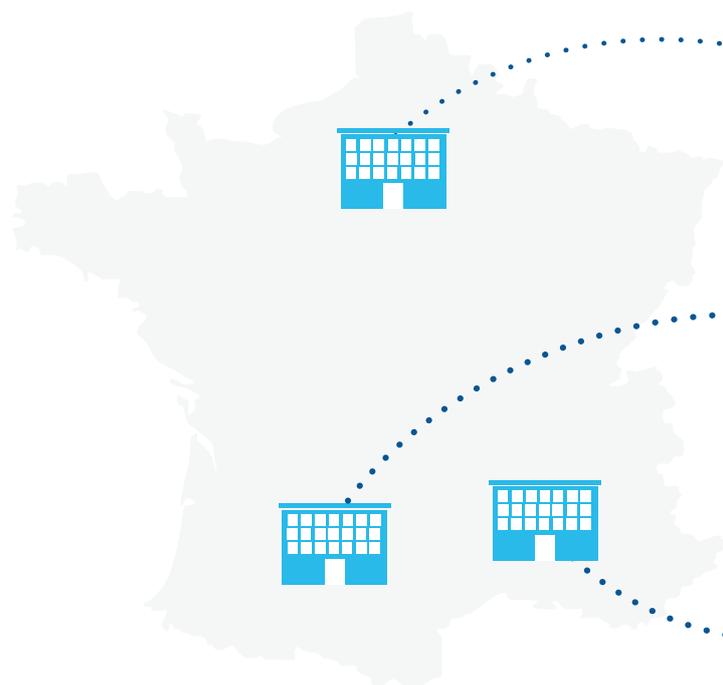
visiteurs en moyenne par mois

30 000



abonnés fin 2015

15000



1. Paris
2. Toulouse
3. Montpellier

Top 3 provenance des visiteurs

1. Le catalogue de formations 2015
2. Club' U Sifac
3. Club'U Apogée / Rof

Les trois articles les plus lus en 2015



7 + Nos adhérents

+ L'État

Représenté par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

+ Universités

- 1 - Aix-Marseille Université - AMU
- 2 - Université de Picardie Jules Verne - Amiens
- 3 - Université d'Angers
- 4 - Université des Antilles
- 5 - Université d'Artois
- 6 - Université d'Avignon et des pays de Vaucluse
- 7 - Université de Franche-Comté
- 8 - Université de Bordeaux
- 9 - Université Bordeaux Montaigne
- 10 - Université de Bretagne Occidentale
- 11 - Université de Caen - Basse-Normandie
- 12 - Université de Cergy-Pontoise
- 13 - Université de Savoie – Mont Blanc
- 14 - Université d'Auvergne
- 15 - Université Blaise Pascal - Clermont-Ferrand
- 16 - Université de Corse - Pascal Paoli
- 17 - Université de Bourgogne
- 18 - Université du Littoral Côte d'Opale - ULCO
- 19 - Université d'Évry - Val d'Essonne
- 20 - Université Grenoble Alpes
- 21 - Université de la Guyane
- 22 - Université de La Réunion
- 23 - Université de La Rochelle
- 24 - Université du Havre
- 25 - Université du Maine
- 26 - Université de Lille 1 - sciences et technologie
- 27 - Université de Lille 2 - droit et santé -
- 28 - Université de Lille 3 – sciences humaines et sociales
- 29 - Université de Limoges
- 30 - Université de Bretagne-Sud
- 31 - Université de Lorraine
- 32 - Université Claude Bernard Lyon 1
- 33 - Université Lumière - Lyon 2
- 34 - Université Jean Moulin - Lyon 3
- 35 - Université Paris Est - Marne-la-Vallée
- 36 - Université de Montpellier
- 37 - Université Paul Valéry - Montpellier
- 38 - Université de Haute Alsace
- 39 - Université de Nantes
- 40 - Université de Nice Sophia Antipolis
- 41 - Université de Nîmes - Unîmes
- 42 - Université de la Nouvelle Calédonie
- 43 - Université d'Orléans
- 44 - Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
- 45 - Université Panthéon Assas - Paris 2
- 46 - Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3
- 47 - Université Paris Sorbonne - Paris 4
- 48 - Université René Descartes - Paris 5



- 49 - Université Pierre et Marie Curie - Paris 6
- 50 - Université Paris Diderot - Paris 7
- 51 - Université Paris 8 - Vincennes Saint-Denis
- 52 - Université de Paris Ouest Nanterre La Défense - Paris 10
- 53 - Université Paris-Sud
- 54 - Université Paris Est Créteil Val de Marne
- 55 - Université Paris 13 - Paris-Nord
- 56 - Université Paris-Dauphine
- 57 - Université de Pau et des pays de l'Adour
- 58 - Université de Perpignan - Via Domitia
- 59 - Université de Poitiers
- 60 - Université de la Polynésie française
- 61 - Université de Reims Champagne Ardennes
- 62 - Université de Rennes 1
- 63 - Université Rennes 2 - Haute Bretagne
- 64 - Université de Rouen
- 65 - Université Jean Monnet Saint-Etienne
- 66 - Université de Strasbourg
- 67 - Université de Toulon
- 68 - Université Toulouse 1 - Capitole
- 69 - Université Toulouse - Jean Jaurès
- 70 - Université Paul Sabatier - Toulouse 3
- 71 - Université François Rabelais - Tours
- 72 - Université de Valenciennes et du Hainaut Cambrésis
- 73 - Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

+ Universités de technologie

- 74 - Université de Technologie de Belfort-Montbéliard
- 75 - Université de Technologie de Compiègne
- 76 - Université de Technologie de Troyes

+ Établissements

- 77 - Agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES)
- 78 - Centre international d'études pédagogiques (CIEP)
- 79 - Centre national d'enseignement à distance (CNED)
- 80 - Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)
- 81 - École Centrale Lille
- 82 - École Centrale Lyon
- 83 - École Centrale Marseille
- 84 - École Centrale Nantes
- 85 - École nationale d'ingénieurs de Brest (ENIB)
- 86 - École nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne (ENISE)
- 87 - École nationale d'ingénieurs de Tarbes (ENIT)
- 88 - École normale supérieure (ENS)
- 89 - École normale supérieure de Cachan
- 90 - École normale supérieure de Lyon
- 91 - École normale supérieure de Rennes
- 92 - École nationale supérieure des arts et industrie textiles (ENSAIT)
- 93 - École nationale supérieure de céramique industrielle (ENSCL)
- 94 - École nationale supérieure de chimie de Lille (ENSCL)
- 95 - École nationale supérieure de chimie de Montpellier (ENSCM)
- 96 - École nationale supérieure de chimie de Paris (Chimie ParisTech)

- 97 - École nationale supérieure de chimie de Rennes (ENSCR)
- 98 - École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications (ENSEA)
- 99 - École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique (ENSMA)
- 100 - École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques (ENSMM)
- 101 - École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise (ENSIIE)
- 102 - École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen (ENSI Caen)
- 103 - École nationale supérieure Louis Lumière
- 104 - Institut d'études politiques de Lille (Sciences Po Lille)
- 105 - Institut d'administration des entreprises de Paris (IAE)
- 106 - Institut d'études politiques d'Aix en Provence (Sciences Po Aix)
- 107 - Institut d'études politiques de Bordeaux (Sciences Po Bordeaux)
- 108 - Institut d'études politiques de Grenoble (Sciences Po Grenoble)
- 109 - Institut d'études politiques de Lyon (Sciences Po Lyon)
- 110 - Institut d'études politiques de Rennes (Sciences Po Rennes)
- 111 - Institut d'études politiques de Toulouse (Sciences Po Toulouse)
- 112 - Institut national polytechnique de Toulouse (INPT)
- 113 - Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire (INSA Centre Val de Loire)
- 114 - Institut national des sciences appliquées de Lyon (INSA Lyon)
- 115 - Institut national des sciences appliquées de Rennes (INSA Rennes)
- 116 - Institut national des sciences appliquées de Strasbourg (INSA Strasbourg)
- 117 - Institut national des sciences appliquées de Toulouse (INSA Toulouse)
- 118 - Institut national universitaire Jean-François Champollion
- 119 - Institut supérieur de mécanique de Paris (Supméca)
- 120 - Observatoire de la Côte d'Azur
- 121 - SIGMA Clermont

+ Grands établissements

- 122 - Arts et Métiers ParisTech - École nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM)
- 123 - Collège de France
- 124 - Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)
- 125 - École des hautes études en sciences sociales (EHESS)
- 126 - École nationale des Chartes
- 127 - École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB)
- 128 - École pratique des hautes études (EPHE)
- 129 - Grenoble INP (ex INPG)
- 130 - Institut national d'histoire de l'art (INHA)
- 131 - Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO)
- 132 - Institut de physique du globe de Paris (IPGP)
- 133 - Bordeaux INP (ex IPB)
- 134 - Muséum National d'Histoire Naturelle
- 135 - Observatoire de Paris

+ Communautés d'universités et établissements

- 136 - Comue Aquitaine
- 137 - Comue Université Bretagne Loire
- 138 - Comue Université de Grenoble
- 139 - Comue Université Lille Nord de France
- 140 - Comue Université de Lyon
- 141 - Comue Normandie Université
- 142 - Comue Campus Condorcet
- 143 - Comue Hésam - Hautes études - Sorbonne - Arts et métiers
- 144 - Comue Université-Paris-Cité
- 145 - Comue Université Paris-Est
- 146 - Comue Paris Sciences et Lettres
- 147 - Comue Université de Toulouse

+ Établissement *sui generis*

148 - Fondation nationale des Sciences politiques (FNSP)

+ Organismes de recherche

149 - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)

150 - Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)

151 - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA)

152 - Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

153 - Institut de recherche pour le développement (IRD)

+ Établissements sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

154 - École nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEEES)

155 - École nationale supérieure des Sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro)

156 - École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation - Nantes-Atlantique (ONIRIS)

157 - École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT)

158 - Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon)

159 - Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Agrocampus Ouest)

160 - Institut des Sciences et Industries du vivant et de l'environnement, AgroParisTech

+ Établissements sous tutelle du ministère de la Culture et de la Communication

161 - École nationale supérieure d'architecture de Grenoble (ENSAG)

162 - École nationale supérieure des Arts Décoratifs (ENSAD)

+ Établissements sous tutelle du ministère de la Défense

163 - École Polytechnique

164 - Institut supérieur d'aéronautique et de l'espace (ISAE)

+ Établissement sous tutelle du Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

165 - École des ponts ParisTech (ENPC)

+ Établissements sous tutelle du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

166 - CentraleSupélec

167 - École nationale supérieure des Mines d'Albi-Carmaux - Mines d'Albi

168 - École nationale supérieure des Mines d'Alès - Mines d'Alès

- 169 - École nationale supérieure des Mines de Douai
- 170 - École nationale supérieure des Mines de Nantes - Mines Nantes
- 171 - École nationale supérieure des Mines de Paris - Mines ParisTech
- 172 - École nationale supérieure des Mines de Saint Etienne
- 173 - Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES)
- 174 - Institut Mines-Télécom

+ Établissement sous tutelle du ministère des Affaires sociales et de la Santé

- 175 - École des hautes études en santé publique (EHESP)

+ Établissement sous tutelle du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

- 176 - Institut national du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP)

+ Nos nouveaux adhérents

- Institut Mines-Télécom
- École nationale supérieure des Mines de Saint Etienne (EMSE)
- École nationale supérieure des Mines de Douai (ENSMD)
- Université de Guyane
- Fondation nationale des Sciences Politiques (FNSP)
- Ecole nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (Engées)
- Ecole Centrale de Nantes
- Comue Paris Sciences et Lettres
- Institut JF Champollion
- INSEP
- ENS Louis Lumière

11 

**nouveaux adhérents ont rejoint
le GIP en 2015**

Le +

Diffusion des résultats de l'enquête menée auprès des DGS sur les besoins SI et accompagnement de nos adhérents. Les axes d'amélioration et de travail associés ont été élaborés en interne et servent de feuille de route.





8 + Structurer, Piloter, Décider en CA + AG

PRÉSIDENT DE L'AGENCE : Jean-Loup Salzmann

DIRECTEUR DE L'AGENCE : Stéphane Athanase

Les orientations de l'Agence sont définies par l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration

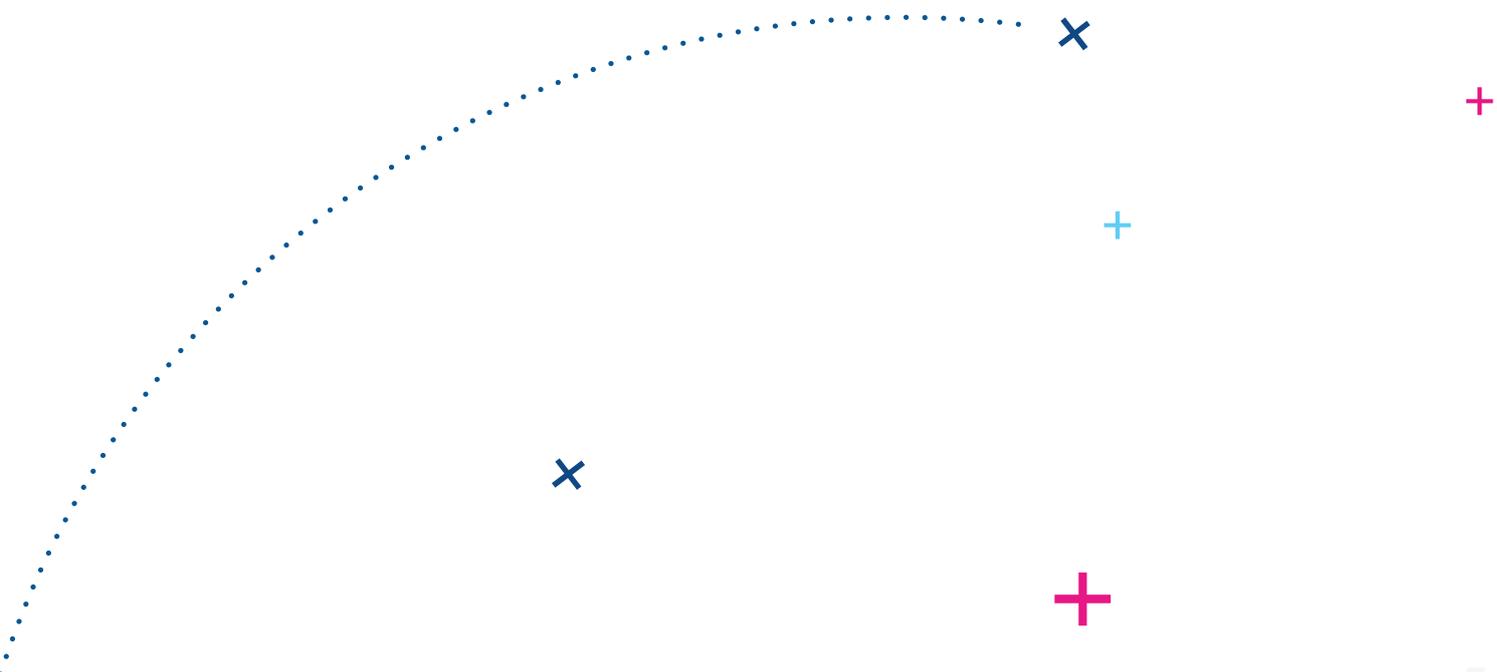
L'assemblée générale

- Elle est présidée par le président du Conseil d'Administration et composée de l'ensemble des représentants désignés par les établissements adhérents de l'Agence (universités, Comue, organismes de recherche et autres établissements d'enseignement supérieur).
- Sont adhérents de l'Agence les établissements qui ont choisi d'y participer et acquittent leur cotisation annuelle.

Le conseil d'administration

Il est composé des membres suivants :

- Deux représentants du MENESR, le président de la Conférence des présidents d'université, membres de droit.
- Un représentant désigné par la Caisse des dépôts et consignations sous réserve de la conclusion d'une convention de partenariat avec l'Amue.
- Treize membres élus par l'assemblée générale, dont :
 - Sur proposition de la Conférence des présidents d'université, sept présidents ou anciens présidents d'université ou directeurs ou anciens directeurs d'autres établissements publics à caractère scientifique culturel et professionnel, dont quatre au moins en exercice.
 - Sur proposition des organismes de recherche adhérents à l'Agence, deux présidents ou directeurs d'organismes de recherche.
 - Sur proposition de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs, un directeur d'école d'ingénieurs.
 - Sur proposition de la Conférence des grandes écoles, un directeur de grande école.
 - Sur proposition de l'association des directeurs généraux de services des établissements publics d'enseignement supérieur, un directeur général des services d'université.
 - Sur proposition de l'association des agents comptables des universités, un agent comptable.



Composition du conseil d'administration au 31 décembre 2015 :

Jean-Loup SALZMANN

Président de l'université Paris 13 – Paris-Nord et président de la CPU, président du CA de l'Amue

Représentant les universités :

Gérard BLANCHARD

Président de l'université de La Rochelle

Khaled BOUABDALLAH

Président de la Comue de Lyon

Guy CATHELIN

Président de l'université de Rennes 1

François GERMINET

Président de l'université de Cergy-Pontoise

Hélène PAULIAT

Présidente de l'université de Limoges

Gilles ROUSSEL

Président de l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée

Frédéric DARDEL

Président de l'université Paris Descartes – Paris 5

Représentant les écoles d'ingénieurs :

Christophe DIGNE

Directeur de Télécom SudParis

Représentant les grandes écoles :

Francis COTTET

Directeur de l'École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique (ENSMA) de Poitiers

Représentant les organismes de recherche :

Thierry DAMERVAL

Directeur général délégué de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)

Représentant les directeurs généraux des services des établissements d'enseignement supérieur et de recherche :

Éric DUTIL

Directeur général des services de l'université de Bordeaux

Frédéric DEHAN

Directeur général des services de l'université de Strasbourg (suppléant)

Représentant les agents comptables des universités :

Corine BRANCALEONI

Agent comptable de l'université Paris Descartes – Paris 5

Représentant le MENESR :

Marie Hélène GRANIER-FAUQUERT

Directrice du pôle de contractualisation et de financement des établissements de formation et de recherche, DGESIP

Éric BERNET

Représentant de la Direction générale de la recherche et de l'innovation, DGRI

+

Représentant le Commissaire du gouvernement :

Thierry BERGEONNEAU

Sous-directeur du budget de la mission «Recherche et enseignement supérieur», MENESR - DAF

Représentant le Ministère des Finances et des Comptes publics :

Guillaume MICHALOUX

Représentant de la direction du budget

Béatrice AVOT

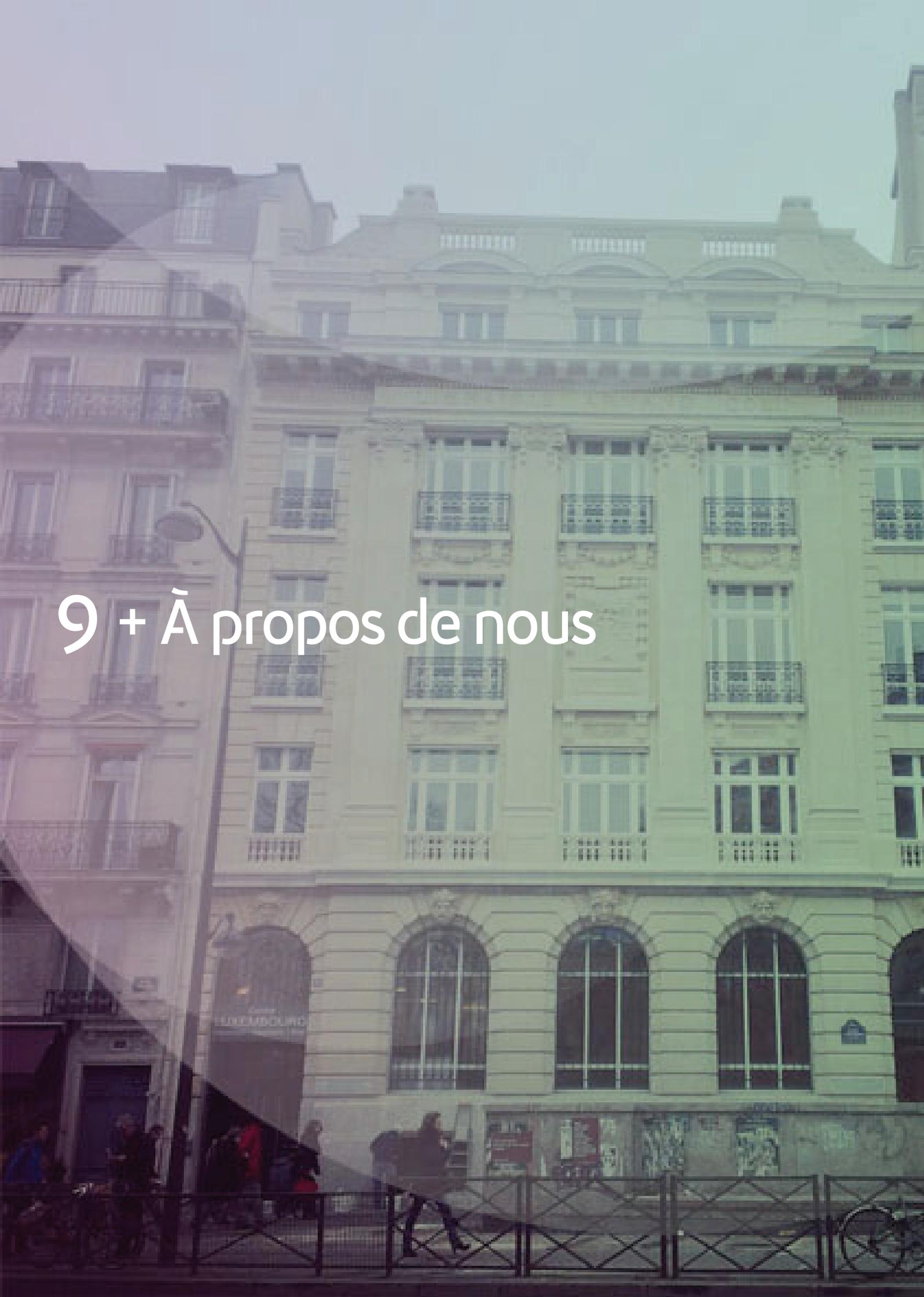
Contrôleur budgétaire et comptable ministériel

Bernard DEMMASSIET

Représentant du Contrôleur général (SCBCM)

+

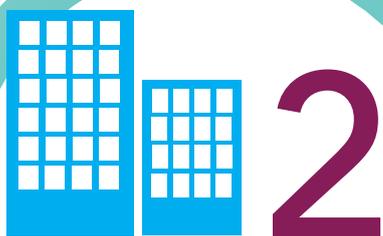
x



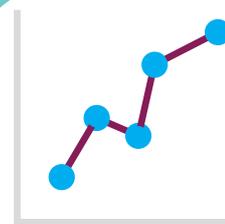
9 + À propos de nous

9.1 Les hommes et les femmes, nos équipes :

+



sites : Paris et Montpellier



42 ans

moyenne d'âge



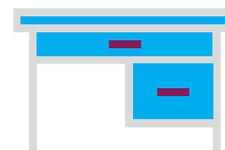
embauches,
4 CDD <10 mois,
8 CDPA,
8 détachés

70,9%

de contractuels

29,10%

de fonctionnaires



52

télétravailleurs un jour par semaine. En 2015, le télétravail a été ouvert sans quota aux personnes travaillant à temps complet.

à l'AMUE, nous sommes

142



agents passés en CDI

♀ **44,8%**
de femmes

♂ **55,2%**
d'hommes

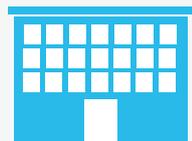


congés maternité et congés paternité

9.2 Pour améliorer notre service aux adhérents : la mise en place d'un CRM



Le CRM mis en place à l'Amue référence tous nos contacts et actions. Il contient :



775

universités, sociétés, écoles, institutions



+de 8000
contacts



480

marchés



380

formations



10756

inscriptions



1176

interventions



9.3 Finances-Compta, en bref

Les points marquants de l'année 2015 sont les suivants :

- Un taux d'exécution amélioré en dépenses et en recettes, respectivement 82% et 92% par rapport au budget initial / 92% et 102% par rapport au budget rectificatif.
- Une subvention de l'Etat diminuée de 2 millions d'euros.
- Une augmentation de la RdD.
- Un déficit de 2 659 394€, et une diminution du fonds de roulement de 2 323 850€.
- La mise en place des comptes-rendus d'activité (CRA)

Comptabilité Analytique

La tenue d'une comptabilité analytique permet à l'Amue d'appréhender son activité sous l'angle de ses trois axes (SI, formation et expertise/accompagnement).

Pour chacun de ses axes on identifie les **DEPENSES DIRECTES** ou **INDIRECTES** et les **RECETTES** :

- **CHARGES DIRECTES** : dépenses de fonctionnement, masse salariale directe, immobilier direct.
- **CHARGES INDIRECTES** : masse salariale des services support, charges immobilières et mobilières des services support, charges informatiques transverses, etc). La répartition des charges indirectes se fait au prorata du total de charges liées aux activités.
- **RECETTES DIRECTEMENT AFFECTÉES** : exemples RAM, RdD, formations.
- Quote-part de **RECETTES** réparties entre les trois axes : cotisations, structures hébergées.
- Certaines recettes non liées à une activité ne sont pas prises en compte au niveau des axes stratégiques, principalement la subvention de l'Etat.

- **A la clôture de l'exercice 2015, le résultat ainsi obtenu pour chaque axe est le suivant :**

AMUE 2015	A	B	C=B-A	
	Total Charges	Total Produits	Résultat	
Axe SI	25 307 243,45	15 701 387,42	-	9 605 856,02
Axe Formation	1 322 380,20	987 782,51	-	334 597,69
Axe Accompagnement	1 235 531,21	1 645 263,88		409 732,66
Résultat Activité	27 865 154,86	18 334 433,81	-	9 530 721,05
Subvention		7 450 015,00		7 450 015,00
Financières (66,76)	19 390,45		-	19 390,45
Exceptionnelles (67,77)	3 000,00	9 539,90		6 539,90
DAP et RAP (68,78)	907 806,98	100 071,14	-	807 735,84
Licences Oracle	466 092,03	466 092,03		
Production Immobilisée		235 866,30		235 866,30
Autres		6 033,15		6 033,15
Résultat Comptabilité Générale	29 261 444,32	26 602 051,33		-2 659 392,99

- Le rapport de gestion présenté au conseil d'administration explicite de manière détaillée chacun de ces postes.
- Cette année a été marquée par la mise en place des « CRA » destinée notamment à répartir le coût de la masse salariale entre les trois axes de la manière la plus précise possible.
- 140.23 ETPT ont ainsi été répartis sur les axes, domaines et projets au travers de leurs activités et dossiers traités.

Statut	1 = A + B + C + D	A	B	C	D
	ETPT 2015	Axe SI	Axe accompagnement	Axe formation	Support
Contractuel	128,96	75,49	8,69	6,70	38,08
EG	10,27	4,95	0,22	1,78	3,32
MAD	1,00		0,87	0,10	0,03
Total	140,23	80,44	9,79	8,58	41,42

Bilan Financier

+ COMPTE DE RESULTAT 2015

CHARGES	2014	2015
Consommations de l'exercice	13 925 298,64	17 928 138,90
Charges de personnel	9 339 108,20	9 348 288,21
Impôts et taxes	449 857,19	430 468,48
Amortissements et provisions	1 524 169,68	907 806,98
Autres charges	57 046,20	646 741,75
Montant total des charges	25 295 479,92	29 261 44,32

PRODUITS	2014	2015
Ventes et prestations des services	18 282 069,93	18 717 503,56
Subventions	9 482 451,00	7 450 015,00
Autres	1 017 779,91	424 992,87
Produits financiers	0	0
Produits exceptionnels	19 586,02	9 539,90
Montant total des produits	28 801 886,86	26 602 051,33

BÉNÉFICE	3 506 406,95	
DÉFICIT		- 2 659 392,99

+ LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement sont de 516 692,57 € et se décomposent comme suit :

- Immobilisations incorporelles pour 340 479,92 €
- Immobilisations corporelles pour 176 212,65 €

+ LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

- La capacité d'autofinancement est l'ensemble des ressources brutes restant à l'Amue à la fin du cycle de sa gestion courante. La capacité d'autofinancement est égale à la différence entre les produits encaissables (c'est-à-dire qui génèrent des recettes réelles) et les charges décaissables (qui entraînent des dépenses réelles).
- La capacité d'autofinancement en 2015 est – 1 851 657,15 €, étant négative on parle aussi d'insuffisance d'autofinancement.

+ FONDS DE ROULEMENT

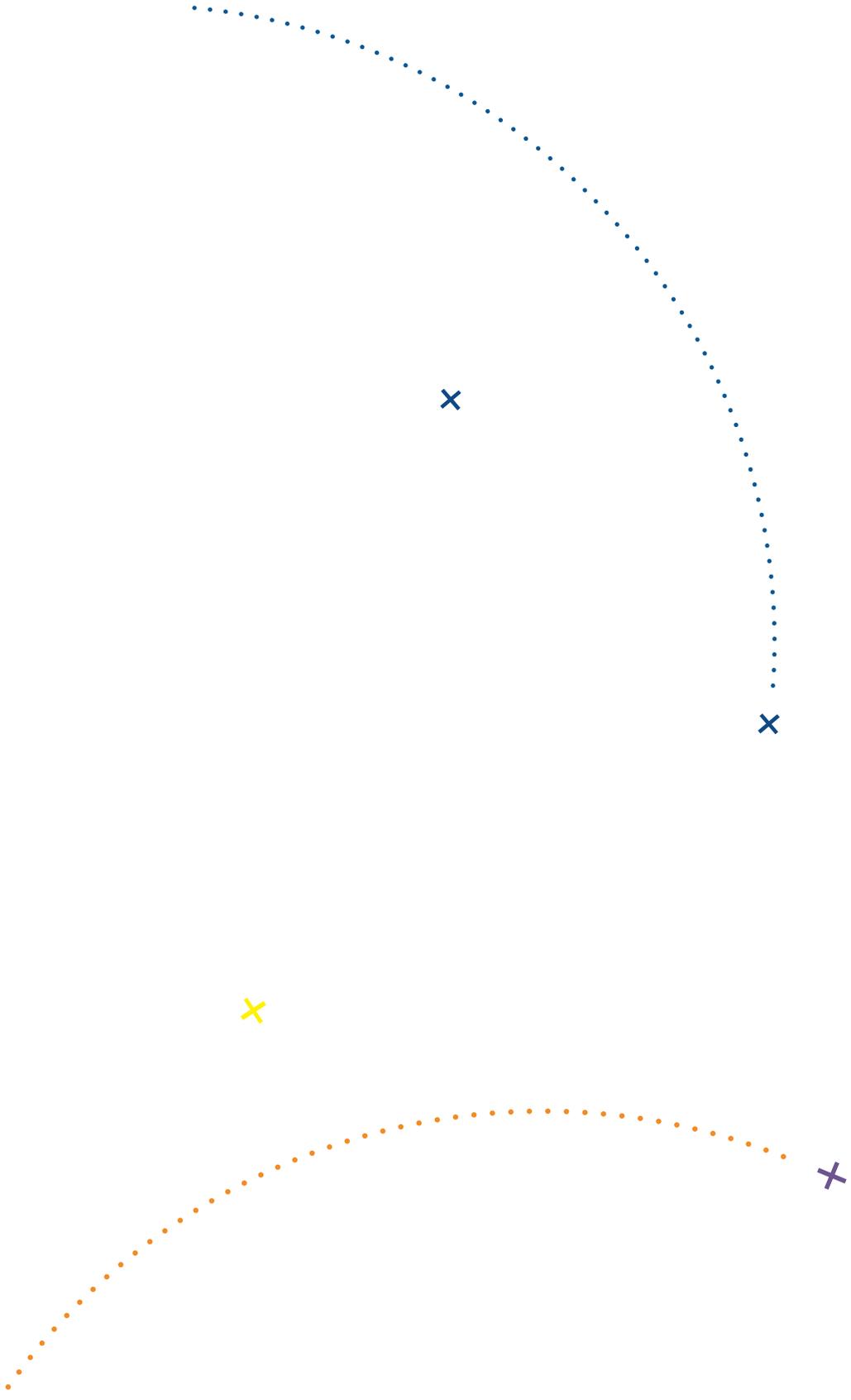
- Le fonds de roulement mesure l'excédent des capitaux permanents de l'actif net immobilisé. Il s'élève à 13,71 M€ (16,03 M€ en 2014) soit une diminution de 2,32 M€.

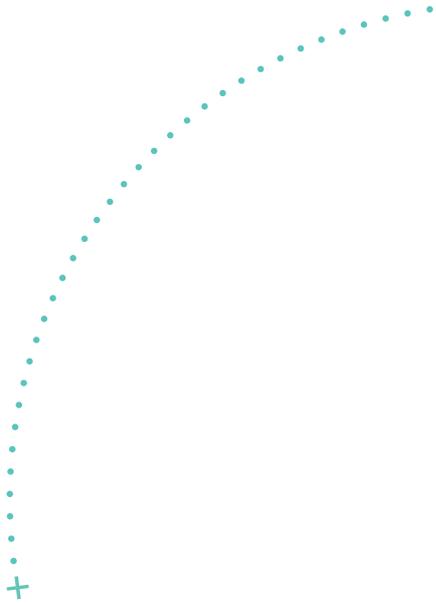
+ BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT ET TRÉSORERIE

- Le besoin en fonds de roulement mesure les besoins de financement nés des décalages liés au cycle de fonctionnement. En 2015 il est positif à hauteur de 1,14 M€.
- L'Amue dispose d'un fonds de roulement positif et d'un besoin de fonds de roulement redevenu positif en 2015 : la trésorerie de l'Amue est positive et en baisse pour atteindre 12,57 M€ fin 2015.

	2014	2015
Fonds de roulement net global	16 039 378,94	13 712 530,56
Besoins en fonds de roulement	- 667 781,74	1 140 443,76
Trésorerie	16 740 121,58	12 572 086,80







Conception et réalisation :

Netfirst Agency www.netfirstagency.com

Crédits photos :

©CPU_XavierTeissedre
©Com_UniversiteParis1
©Com_UniversiteParis Descartes
©Com_UniversiteMaine
©Com_UniversiteLyon1
©Com_UniversiteLeHavre
©Com_UniversiteArtois
©ChristianLaute_UVSQ
©Amue



amue 

MUTUALISATION + SOLUTIONS